



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Ca-bouge>

Ca bouge.

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1935 à 1968 - Année 1968 - N° 646 - février 1968 -

Date de mise en ligne : dimanche 22 octobre 2006

Date de parution : février 1968

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Depuis la publication de l'encyclique « Populorum progressio », l'opinion publique mondiale a été influencée. Les possédants ont été invités à réviser leurs conceptions vis-à-vis des travailleurs. Il y a toujours des résistants, mais ils ne peuvent s'opposer ouvertement à une réorganisation du monde, en vue d'aboutir à une véritable justice sociale.

Ce n'est pas encore l'économie distributive, mais chaque échelon gravi nous en rapproche davantage. Il ne faut donc pas dédaigner les appels à la justice provenant de tous les milieux et de tous les pays.

C'est ainsi que nous relevons dans le journal espagnol « El Correo Catalan », un appel de l'évêque de VICH (province de Barcelone), à la suite des renvois massifs de travailleurs, des fermetures d'entreprises, crise dans, l'industrie, l'agriculture et le commerce. Ce journal reproduit un résumé en 6 points des déclarations de l'évêque :

1° - Un travailleur n'est pas un outil que l'on peut rejeter dès qu'on n'en a plus l'usage. Personne ne peut s'élever contre ce fait, mais en réalité il existe différentes manières, plus ou moins dissimulées, de tomber dans cette erreur, aux dépens de la dignité humaine.

2° - L'argent doit être au service de l'homme. Dans la pratique, cependant, il arrive le contraire et c'est l'homme qui est au service de l'argent. Et qui dit argent, dit production, organisation, économie, etc.

3° - Le travailleur peut difficilement se défendre s'il est isolé. A cet effet, les encycliques sociales affirment clairement le droit des ouvriers à constituer librement des associations pouvant les représenter véritablement et contribuer à organiser équitablement la vie économique, tout en ayant le droit de participer à l'élaboration d'une nouvelle réglementation, sans risque de représailles. (Constitution pastorale de l'Eglise dans le monde d'aujourd'hui).

4° - Il n'est pas suffisant de voter des lois protectrices. Il est indispensable que celles-ci soient appliquées intégralement. Ni l'argent, ni les groupes de pression ne doivent étouffer la justice.

5° - Le droit au travail doit prévaloir. Une société ne peut être juste, et par conséquent chrétienne, si elle ne procure à chaque homme désireux travailler, le moyen de le faire dignement. Aux yeux des croyants, l'existence des chômeurs est un scandale.

6° - Dans notre région (la Catalogne) il est possible de créer de nouvelles sources de richesse et il ne serait pas juste de les utiliser uniquement en vue de spéculations égoïstes, dans un but de conservation personnelle. Nous conserverions alors la forme d'avarice que l'encyclique « Populorum progressio » définit comme l'existence évidente du sous-développement moral.

Dans d'autres régions d'Espagne, il existe encore d'importantes propriétés appartenant au clergé et les travailleurs agricoles demandent le droit d'acheter des terres leur permettant de travailler pour leur compte et non plus pour celui des propriétaires. Un certain nombre d'entre eux, rencontrant des difficultés pour obtenir satisfaction, ont envoyé au pape une réclamation motivée en raison de la résistance opposée par les possédants.

Il existe d'ailleurs encore en Espagne, et notamment en Andalousie, des propriétés immenses sur lesquelles les travailleurs vivent dans des conditions misérables. Ils demandent, à leur tour, un peu plus de justice et le droit de travailler dans des conditions meilleures.

Dernièrement, un journaliste, récemment élu membre des Cortès, se plaignait d'être l'objet de demandes pressantes

venant de certains privilégiés, afin qu'il cesse de publier des articles pouvant éclairer la misère des travailleurs. On lui aurait offert un million de pesetas pour cesser ses critiques.

Le gouvernement espagnol, comme tous les gouvernements de pays capitalistes, ne voit pas d'autre issue à la crise actuelle, que dans l'établissement de plans de développement de l'industrie, en premier lieu, et ensuite avec un certain retard, de dispositions d'ordre financier pour le développement de l'agriculture.

Il se heurte, naturellement, à toutes les impossibilités rencontrées par les pays supérieurement équipés. Le développement du machinisme ne peut en effet aboutir qu'à un dégagement massif de la main-d'oeuvre encore nécessaire. La diminution du pouvoir d'achat provoquée par le chômage, constitue un barrage infranchissable au progrès social et, par suite, au progrès économique tout court.

La dévaluation de la peseta, suivant celle de la livre sterling, devait permettre une augmentation des exportations. Mais il y a le revers de la médaille, car de nombreuses industries sont tenues de s'approvisionner en matières premières et en machines modernes à l'étranger. Pour les machines, leur paiement est généralement échelonné sur plusieurs années, donc les échéances seront majorées d'environ 15 % quand elles ont été vendues par des pays n'ayant pas dévalué leur monnaie.

D'autre part, le gouvernement espagnol a décrété la stabilisation des salaires et des prix. Mais les industriels, tout en assurant leur pleine adhésion aux mesures prises, demandent que des compensations d'ordre fiscal leur soient accordées, en raison des hausses qui leur sont imposées par la dévaluation. Sinon, certains d'entre eux pourraient être amenés à réduire leur personnel ou encore fermer leurs usines. Donc chômage accru et crise économique aigüe.

Il n'est plus possible de dire : « Nous voulons », comme au temps des rois : L'ère capitaliste est à bout de course et il est indispensable de s'adapter rapidement aux nouvelles conditions économiques et sociales imposées par le progrès technique, si nous ne voulons pas risquer la guerre civile. Souhaitons donc que 1968 nous engage dans l'ère nouvelle tant attendue par tous ceux qui souffrent.